

damentaux qui servent de bases au gouvernement bolchéviste. A l'arrivée des bolchévistes au pouvoir, l'assemblée constituante allait se réunir; c'était une assemblée qui avait été élue, d'après un principe démocratique, pour représenter tout le peuple russe. Quand les bolchévistes constatèrent que l'assemblée ne mettrait pas leurs principes en pratique, et qu'elle ne les maintiendrait probablement pas au timon des affaires, ils se hâtèrent de la dissoudre. Quelques-uns des députés qui ne voulaient pas consentir à la dissolution, prirent la fuite pour sauver leur vie et quelques-uns furent tués sur les lieux mêmes. Les bolchévistes stipulèrent alors le désarmement de tous les habitants de la Russie, qui n'étaient pas leurs partisans, sous la menace des pires châtiments. En même temps, ils armaient leurs amis déclarés.

La réalité, c'est que les partisans des bolchévistes avaient des armes et que les autres n'en possédaient aucune. Voyons le but que ce gouvernement veut atteindre. L'article 9 de son programme stipule ainsi :

Le but principal de la constitution de la république russe socialiste fédérale des soviets, dans cette période de transition, est d'établir la dictature du prolétariat de la ville et de la campagne et des classes les plus pauvres des paysans sur la forme d'un puissant gouvernement des soviets tout aussi puissant, à seule fin de supprimer complètement la classe des capitalistes, d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et d'établir le socialisme, ce qui fera disparaître le partage de la société en des classes et toute autorité d'Etat.

Voilà une déclaration sincère que leur but est d'établir la dictature du prolétariat. Dans ce dernier mot, ils comprennent ceux qui travaillent de leurs mains, toutes les autres classes en sont absolument exclues de la participation au gouvernement. Le cultivateur qui n'emploie qu'un homme pour tirer un bénéfice du travail de ce dernier, est tenu pour appartenant à la classe des capitalistes; il se trouve exclu de l'administration de l'Etat. C'est l'ancienne autocratie renversée—on avait le gouvernement de la bureaucratie; on lui a substitué celui d'une classe différente. Il nie le principe fondamental de la démocratie, qui veut que chaque citoyen ait le droit de participer au gouvernement de son pays.

Les bolchévistes ont confisqué toutes les terres, sans indemnité, et ils les ont distribuées aux ouvriers et aux cultivateurs, chaque fermier ne devant posséder que la superficie qu'il peut réellement cultiver. Ils ont mis la main sur tous les meubles, les instruments aratoires et les réserves de grain. Ils ont enlevé toutes les usines des

maines de leurs propriétaires et ils les ont remises à la disposition des ouvriers et des soldats. Ils ont répudié la dette nationale contractée envers les pays étrangers, et ils ont traité de la même façon les emprunts auxquels leurs propres concitoyens avaient souscrit. Ils sont opposés au capital, aussi ne reconnaissent-ils pas les obligations contractées envers quiconque a prêté de l'argent au gouvernement. S'ils décrétaient un emprunt public, en Russie, les porteurs d'obligations de cet emprunt constateraient que le gouvernement russe répudierait cette dette.

Monsieur l'Orateur, la population du Canada apprendra avec intérêt, qu'un des premiers actes des bolchévistes a été d'établir le service militaire obligatoire par tout l'empire russe. Nul n'échappe à ce service, et ils disent que le privilège honorable de défendre la révolution est réservé aux ouvriers, et ils imposent d'autres obligations militaires à ceux qui ne sont pas des travailleurs manuels. Ils ne permettent de porter des armes qu'aux ouvriers, et ils obligent les autres à faire certain service militaire. Ils ont établi le travail obligatoire. On peut prétendre qu'il y a quelque chose à dire en faveur de ce système. Ils ont supprimé et saisi tous les journaux du pays.

Des DEPUTES: Oh, oh!

L'hon. M. ROWELL: Mes honorables amis semblent très anxieux d'avoir des journaux. Evidemment ils n'ont pas reçu de la presse tout l'appui qu'ils désiraient. Il n'est guère nécessaire, monsieur l'Orateur, d'aller plus loin, pour faire comprendre quelle est la nature du Gouvernement établi là-bas et quels sont les principes sur lesquels il est basé. Ils ont aboli la propriété privée. Ils nient à l'homme le droit de posséder son propre foyer—le foyer qui est la base sur laquelle repose notre civilisation anglo-saxonne. Ce qui est plus sérieux encore, c'est qu'ils ont traité la femme comme une esclave. Ils ont permis le divorce à n'importe quelle condition. Un mari peut chasser sa femme pour une raison quelconque ou sans raison du tout, et l'on a donné aux soviets locaux le pouvoir de régler les relations entre sexes. Beaucoup de soviets en Russie et quelques-uns de Sibérie ont nationalisé la femme, qui devient la propriété publique de tous les hommes qui veulent profiter de cette disposition de la loi. C'est ainsi qu'en Russie aujourd'hui, on déracine la civilisation, on profane et déshonore l'état de la femme et l'on confisque la propriété.

[L'hon. M. Rowell.]